



Ange Patasse, ancien président de Centrafrique - renversé par François Bozize, toujours au pouvoir -, exilé au Togo depuis 2003, rentre ce jeudi à Bangui, avec l'ambition de participer à l'élection présidentielle, prévue en 2010. © AFP.

Cuba De Gucht en mission européenne à La Havane

Le commissaire européen au Développement Karel De Gucht marche sur les traces de son prédécesseur Louis Michel : il va inaugurer la semaine prochaine un pavillon de l'Union européenne dans le cadre de la foire commerciale de La Havane. Cela fait huit ans que l'UE n'avait plus participé à cet événement.

En visite officielle lundi et mardi de la semaine prochaine, une première pour lui qui n'y était jamais allé comme chef de la diplomatie belge. Karel De Gucht sera reçu par le chef de la diplomatie cubaine Bruno Rodríguez et par le ministre du Commerce extérieur et des Investissements étrangers, Rodrigo Malmierca.

Cette visite sera la cinquième d'un commissaire européen à Cuba depuis la reprise de la coopération bilatérale avec l'UE il y a un an. Elle avait été suspendue pendant cinq ans à la suite de l'arrestation de 75 militants cubains d'opposition, dont 53 restent toujours sous les verrous.

Le représentant de l'UE à la Havane, Javier Nino, a refusé de dire si M. De Gucht allait rencontrer des dissidents. Ces derniers n'ont pas apprécié que le chef de la diplomatie espagnole Miguel Angel Moratinos, en visite à Cuba en octobre, ait refusé de les rencontrer. Trente-sept opposants cubains, dont 31 détenus politiques, ont en effet critiqué ce mardi dans une lettre la « complaisance » de Madrid à l'égard du « totalitarisme » cubain, craignant que cette attitude ne « s'étende » à l'Union européenne pendant la présidence espagnole au premier semestre 2010.

Les prisonniers s'en prennent notamment à la volonté, selon eux, de M. Moratinos, pendant la présidence espagnole de l'UE d'« éliminer la position commune de 1996 », qui lie la coopération au respect des droits de l'Homme, pour la remplacer par un accord bilatéral entre l'UE et le gouvernement de Cuba.

M. Moratinos avait indiqué à La Havane que son pays allait œuvrer à l'élaboration d'une nouvelle approche européenne vers Cuba, qui considère la position commune actuelle comme une « ingérence unilatérale et inacceptable ». ■ **V.K. (avec afp)**

Colombie / Les Farc prêtes à deux libérations, mais Bogota bloque « Laissez-les libérer Pablo »

L'ESSENTIEL

- Pablo Moncayo avait 18 ans quand il a été enlevé par les Farc, il y a 12 ans.
- Avec l'aide des ex-Comités Betancourt, sa petite sœur, Yuria Tatiana, vient plaider sa cause à Bruxelles au parlement belge et au parlement européen.
- Les Farc sont prêtes à le libérer, mais, politiquement, ça coince.



Yuria Tatiana Moncayo, 22 ans, n'est pas très grande, mais cette jeune Colombienne est pleine d'une détermination tranquille. Quand elle avait 10 ans, son grand frère Pablo, 18 ans, fraîchement engagé dans l'armée colombienne - faute de moyens pour faire des études supérieures d'ingénieur en électronique, il espérait y arriver grâce à l'armée - fut capturé par les Farc. C'était il y a 12 ans.

Avec son camarade José Libio Martinez, enlevé en même temps que lui, Pablo Moncayo a le triste privilège d'être probablement le plus ancien otage militaire au monde. Regardez bien les deux photos de lui ci-dessus, la transformation d'un adolescent aux traits encore enfantins en un homme émâcié, blafard, vivant certes, mais si loin de la vraie vie.

Décidés tardivement à mettre fin à ce calvaire, les dirigeants des Farc ont fait savoir le 16 avril dernier qu'ils étaient prêts à libérer Pablo et son camarade de façon unilatérale. Seule condition : les



YURIA TATIANA se bat avec son père Gustavo - enchaîné pour illustrer la situation de son fils - pour obtenir la libération de son frère Pablo. Dans la jungle, l'adolescent est devenu un trentenaire... © PEREZ/AP.

La proposition des Farc se heurte au président Uribe, qui refuse d'abord que Piedad Cordoba participe à cette opération. En juillet dernier, il accepte finalement, mais exige que les 24 otages politiques des Farc soient eux aussi libérés de manière unilatérale. Blocage.

En septembre, Uribe change d'avis et autorise la sénatrice à participer à une opération organisée par la Croix-Rouge et l'Eglise catholique : les Farc envoient alors une nouvelle preuve de vie de Pa-

plus en plus difficile à réaliser. L'élection présidentielle approche (elle aura lieu en 2010) et tout devient très politique. Or, nous sommes convaincus que la libération inconditionnelle de mon frère pourrait ouvrir un processus de dialogue, une vraie discussion sur des thèmes qui touchent tous les Colombiens : les otages, certes, mais aussi les 4 millions de déplacés, le manque d'emplois, etc. Ce dialogue pourrait lancer un processus de paix, au lieu de continuer cette guerre avec de plus en plus de violence et de sang. »

C'est sans doute cela que redoute le président Uribe, qui envisage toujours de se présenter pour un troisième mandat et dont le credo politique a toujours été de ne pas négocier avec la guérilla. Quel qu'en soit le prix humain à payer...

Le vice-président colombien Francisco Santos Calderon l'a implicitement confirmé, affirmant récemment que le gouvernement « n'était pas disposé à donner de l'oxygène politique à la guérilla ». Des libérations unilatérales amélioreraient en effet l'image ternie des Farc...

Aux côtés de la jeune Yuria Tatiana, on retrouve l'équipe belge des Comités Be-



tancourt, rebaptisés Comités Libertad. « Ingrid s'est mise en retrait, confie Armand Burguet, cheville ouvrière des Comités. Elle est aux Etats-Unis, seule, et elle écrit un livre dans lequel elle raconte ses six ans dans la jungle. Elle y vit anonymement, elle a besoin de temps pour se retrouver. Elle fait toujours beaucoup de cauchemars, elle dort très mal. »

Après sa libération, Jean-Paul Kauffman, qui fut trois ans otage au Liban, avait eu lui aussi besoin de longs mois de solitude dans sa maison des Landes.

« Il y a un mois, Ingrid a été reçue publiquement au Canada, et elle a demandé aux comités Betancourt de continuer la lutte pour les otages toujours détenus. Nous avons répondu présents. Une partie des comités ont été dissous, mais d'autres continuent. Depuis la libération d'Ingrid, le sort des otages est nettement moins médiatisé. La France, malgré les engagements pris, a laissé tomber ce combat. Mais nous continuons », conclut-il en lançant un de ses regards plein de chaleur à Yuria Tatiana qui voudrait tant retrouver son grand frère, cet inconnu... ■

VÉRONIQUE KIESEL

« Nous sommes convaincus que la libération de mon frère pourrait ouvrir un processus de dialogue sur des thèmes touchant tous les Colombiens. »

Farc voulaient remettre ces otages à la sénatrice Piedad Cordoba, qui a servi à plusieurs reprises de médiatrice, et à Gustavo Moncayo, père de Pablo. Gustavo, instituteur de village, est devenu célèbre lorsqu'il a entrepris, en juin 2007, de partir à pied de son hameau des Andes jusqu'à Bogota - 1.300 km - pour sensibiliser l'opinion au sort de son fils.

blo, qui explique qu'il est isolé des autres depuis cinq mois, sans cesse déplacé dans la forêt, redoutant les opérations menées par l'armée.

Tout aurait pu aller très vite, mais la famille de Pablo continue à attendre, encore et encore. « Rien ne s'est passé, soupire Yuria Tatiana, et nous avons l'impression que la solution humanitaire est de

24 HEURES | 1 COUP D'ŒIL

Koweït : voile non obligatoire

La Cour constitutionnelle de Koweït a rejeté mercredi un recours introduit par quatre électeurs pour déclarer illégale l'élection au Parlement de deux femmes ne portant pas le hijab, le foulard islamique. Des députés islamistes ont appelé les autorités cette semaine à imposer le foulard islamique, au centre d'une controverse relancée par une fatwa émise début octobre par le département public des fatwas et stipulant qu'il est du devoir de la femme musulmane de porter le hijab. Deux des quatre élues au Parlement pour la première fois en mai ne portent pas le hijab, à l'instar de l'unique femme membre de l'actuel gouvernement. (afp)

ALLEMAGNE Feu vert du Bundestag à Merkel La chancelière Angela Merkel a été réélue mercredi par les députés pour un 2^e mandat de 4 ans à la tête de l'Allemagne, plaçant d'emblée la crise économique au centre de ses préoccupations. Mme Merkel a obtenu les voix de 323 des 612 députés présents. Au moins 9 députés de son camp - une coalition conservateurs-libéraux - ne lui ont pas apporté leur soutien. (afp)

- **ITALIE** Piero Marrazzo, haut responsable de l'opposition, au cœur d'un scandale sexuel, a officiellement démissionné de son poste de président de la région de Rome.
- **Soudan** Le président américain Barack Obama a décidé de maintenir pour un an les sanctions économiques, commerciales et financières décrétées contre Khartoum.
- **CÔTE D'IVOIRE** Le gouvernement et les anciens rebelles ivoiriens ont violé à de multiples reprises l'embargo sur les armes ainsi que l'interdiction d'exporter les diamants, selon un rapport des Nations unies publié mercredi.
- **ESPAGNE** Un Colombien de 24 ans, considéré comme le tueur de l'ancien roi colombien de la cocaïne des années 1990, Leonidas Vargas, a été interpellé dimanche à Madrid.

CONGO Officier abattu Des ex-militaires récemment intégrés dans l'armée congolaise ont tué leur commandant d'unité parce qu'il leur avait interdit de piller la population, dans l'est de la République démocratique du Congo, a annoncé mercredi la Monuc, Mission de l'ONU en RDC. L'incident, impliquant d'ex-militaires Maï Maï, s'est produit samedi dernier à Kitagoma, près de Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu. (afp)

[expresso]

Un livre qui fait boum ! Voilà une démarche éditoriale culottée, qui va faire du bruit. Le très sérieux éditeur bruxellois André Versaille met sur le marché... un Manuel pratique du terroriste. L'auteur ? Al-Qaïda. L'ouvrage détaille comment échapper aux poursuites, recruter, fabriquer de faux papiers, s'évader. « Voilà comment les jihadistes parlent et se parlent. Dans leur violence la plus crue », note l'éditeur. Le but n'est pas d'offrir un mode d'emploi pour commettre des assassinats - ces passages, qui circulent librement sur internet, sont supprimés dans le livre. Mais « on ne se défend contre un péril que si l'on en comprend la nature », selon Versaille. (Ph.R.)



Pas d'élections à Gaza. Le mouvement islamiste palestinien Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, a annoncé mercredi qu'il interdira la tenue dans ce territoire des élections générales fixées au 24 janvier 2010 par le président Mahmoud Abbas. Le Hamas exige au préalable un accord national de réconciliation entre les factions palestiniennes. © HAMS/ AFP.